

poser sa question au ministre, lors de son retour à la Chambre?

L'hon. M. MacLean: J'ai une question supplémentaire qui pourra peut-être être transmise au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu que la Chambre et le pays attendent depuis plusieurs semaines déjà une déclaration précise sur la prise de position du gouvernement quant à l'OTAN et que cette déclaration a été promise et par le premier ministre et par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, peut-on nous assurer qu'elle sera faite sans délai, dès le retour à la Chambre du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et du ministre de la Défense nationale?

M. l'Orateur: Le député de Dauphin a la parole.

L'hon. M. MacLean: Monsieur l'Orateur, puis-je ajouter que puisque le premier ministre a promis plusieurs fois de faire cette déclaration il aimerait peut-être répondre à cette question.

Le très hon. M. Trudeau: Comme je l'ai déjà dit à la Chambre, nous procédons au réexamen de notre politique de défense et de notre politique extérieure. Nous n'envisageons aucune déclaration officielle dans un avenir immédiat. Je répète que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures sera ici à la Chambre la semaine prochaine et le député pourra alors lui poser toutes les questions qu'il voudra.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ORGE—LA PERTE DES DÉBOUCHÉS EN FRANCE ET EN AUSTRALIE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gordon Ritchie (Dauphin): J'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Quelle mesure le ministre prendra-t-il pour remédier à la perte de presque tous les débouchés traditionnels de notre orge en France et en Australie, au cours des derniers six mois, par suite, dit-on, de la politique rigide de la Commission canadienne du blé en matière de prix?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Malheureusement, je ne peux pas déclarer la guerre à la France. C'est là une des choses que je ne peux pas faire.

Une voix: Que dire de vos prières?

L'hon. M. Pepin: Il faut tenir compte ici de la concurrence. Je l'ai dit hier en réponse à une question. Nous essayons par tous les

[Le très hon. M. Trudeau.]

moyens d'améliorer la position de la Commission du blé sur les marchés mondiaux où s'exerce une vive concurrence pour le blé et l'orge. J'ai déclaré hier que les modalités de crédit étaient l'un des facteurs importants. Nous essayons également de faire mieux sous ce rapport.

LA MORUE CONGELÉE—LA PERTE DU MARCHÉ AMÉRICAIN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question est en quelque sorte une question complémentaire et s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce; c'est son jour semble-t-il. Le ministre voudrait-il nous dire quelles mesures prennent son ministère ou le gouvernement pour parer à la grave réduction des débouchés offerts jusqu'ici au poisson canadien sur le marché américain, avec toutes les conséquences néfastes qui en résultent pour l'industrie canadienne?

M. l'Orateur: Je reconnais l'importance de la question du député, mais ne préférerait-il pas que le ministre fasse une déclaration à l'appel des motions plutôt qu'une déclaration générale sur la politique en ce moment.

M. McGrath: Je déclare avec beaucoup de respect monsieur l'Orateur, qu'il s'agit d'une question très urgente. Le Conseil des pêches du Canada se réunira lundi à Ottawa où il discutera de ce grave sujet. Le ministre fera peut-être une déclaration sur la question à l'appel des motions lundi.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, mon honorable ami fait-il allusion à son sujet favori, le flétan du Groenland, ou parle-t-il du poisson en général?

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, je parle de la morue fraîche congelée en général.

L'hon. M. Pepin: Dans ce cas, monsieur l'Orateur, la question est d'une portée si générale que je la tiendrai comme préavis.

[Plus tard]

M. John Lundrigan (Gander-Twillington): Monsieur l'Orateur, sans doute devrais-je adresser cette question au ministre de l'Industrie et du Commerce en tant que question supplémentaire à la question posée par le député de Saint-Jean-Est. En ce qui concerne le problème du poisson frais frigorifié aux États-Unis, le ministre peut-il nous donner quelque assurance qu'il y aura lundi, une déclaration à ce sujet avant la réunion du Conseil des pêches du Canada?